

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Espagne: les adieux de Fernando Alonso Navaridas à Ali Bongo

ARRIVÉ au terme de sa mission dans notre pays, l'ambassadeur du royaume d'Espagne s'apprête à le quitter.



Photo: DR

L'ambassadeur d'Espagne au Gabon, Fernando Alonso Navaridas, a fait le bilan de sa mission au chef l'Etat.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a reçu hier, au palais de la présidence de la République, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du royaume d'Espagne au Gabon, Fernando Alonso Navaridas. Ce dernier a été introduit au cabinet présidentiel par le ministre des Affaires étrangères, Michaël Moussa Adamo. Arrivé au terme de sa mission qui aura duré près de quatre ans, le diplomate espagnol est allé faire ses adieux au numéro un gabonais.

Occasion pour Fernando Alonso Navaridas de faire à son hôte le bilan de sa mission dans notre pays. On retiendra que son action s'est plus matérialisée dans les domaines de la défense, de la sécurité, l'économie, l'éducation et la culture. Il a également exprimé au président Ali Bongo Ondimba son "admiration" quant à la préservation par le Gabon des valeurs de paix et de cohésion. Tout comme il a salué les efforts de notre pays en matière de développement sociopolitique et économique de la femme.

Les deux hommes ont également examiné les principaux

axes de coopération entre Libreville et Madrid. Notamment les conventions d'entraide judiciaire, la diplomatie sanitaire et le programme de formation axé sur les questions environnementales... De son côté, le chef de l'État s'est félicité de l'efficacité de cette "diplomatie agissante" entre le Gabon et l'Espagne. Un pays considéré comme étant l'un des partenaires historiques du Gabon. Ali Bongo Ondimba a saisi cette opportunité pour exprimer à son hôte sa volonté à dynamiser davantage cette coopération afin que les entreprises espagnoles investissent encore davantage dans notre pays.

"Réagir": quand les masques du Copil citoyen tombent!

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

On en sait désormais un peu plus sur les intentions de Geoffroy Fouboula Libeka Makoso, membre très actif du Copil citoyen, et tous les autres adhérents de ce mouvement qui avaient saisi la Cour constitutionnelle à deux reprises pour faire annuler les arrêtés gouvernementaux relatifs aux mesures restrictives dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Le week-end écoulé, les têtes pensantes du Copil citoyen ont donc franchi le Rubicon.

À la faveur d'un congrès extraordinaire, le Copil citoyen s'est mué en parti politique. Ce nouveau-né de l'arène politique gabonaise a pour nom "Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction" (Réagir). Une nouvelle écurie politique présidée par François Ndong Obiang; tandis que le secrétariat exécutif échoit à Jean-Valentin Leyama. Une nouvelle chapelle qui ne cache pas son intention de participer aux prochaines élections générales, dont la présidentielle.

Du côté du pouvoir, on voit se profiler derrière cette énième formation politique, l'ombre de l'ancien Premier ministre, Raymond Ndong Sima. À en croire certains analystes et autres observateurs, ce nouveau parti fragilise davantage l'opposition. Laquelle est émiétée et peine véritablement à faire bloc. Conséquence: l'arrivée de Réagir au-devant de la scène ne va faire qu'exacerber la division et le morcellement de ce bord politique. Par contre, semble-t-il, il fait la joie du pouvoir. Et pour cause, les intentions de l'ex-Copil citoyen sont maintenant connues.

Dans tous les cas, les prochaines échéances électorales, notamment les locales et les législatives, risquent de réserver de grosses surprises au regard des forces en présence. Une situation dont ont bien conscience les acteurs politiques, certains étant déjà en précampagne électorale. À preuve le récent séjour du président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier, dans la province de l'Ogooué-Maritime, pour ne citer que cet exemple.



Photo: DR

Jean-Valentin Leyama (g) et François Ndong Obiang, les deux figures de proue du parti Réagir, nouvellement créé.

Miroir du gouvernement

Vision globale

ON n'a sans doute pas encore fini de tirer tous les enseignements issus du réaménagement du gouvernement survenu le 8 mars dernier. L'un d'eux, en tout cas, réside en l'existence d'un département ministériel de l'Économie et de la Relance, d'un autre dédié à l'Économie numérique et un troisième à l'Économie maritime.

Trois entités, diraient certains, qui auraient pu ou dû être regroupées en une seule pour des besoins, entre autres, d'efficacité et de rationalité. Si tant est que cette analyse tienne la route, la vérité est sans doute ailleurs. D'autant que l'existence de ces trois départements ministériels pourrait être perçue comme la traduction de la volonté des plus hautes autorités de la République de relancer l'économie nationale après deux années de ralentissement dues à la crise sanitaire (Covid-19). Avec en filigrane

l'ambition de lutter contre le chômage des jeunes, avec plus d'efficacité.

Car, au regard du niveau de connexion de notre pays et du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le secteur du numérique est un formidable vivier d'emplois pour de nombreux jeunes et un levier de croissance non négligeable pour l'économie nationale. À en juger notamment par le chiffre d'affaires réalisé chaque année par les opérateurs de téléphonie mobile et les volumes de transactions financières effectuées par paiement mobile.

Comme quoi, pour mieux asseoir cette dynamique, la mise sur pied d'un département de l'Économie numérique plein et entier tombe fort à propos.

De même, au vu des potentialités de notre pays, il apparaît

plus qu'évident que l'Économie maritime est un pan important du processus de diversification du tissu économique amorcé depuis plusieurs années. D'autant que toutes les entreprises et activités connexes pourraient constituer des pôles de développement, face à l'essoufflement de la rente pétrolière.

Bref, au vu de tout ce qui précède, il revient donc à Jean-Pierre Doukaga Kassa (Économie numérique) et à Oswald Séverin Mayounou (Pêche et Économie maritime) de matérialiser toute la mesure des attentes placées dans les deux départements ministériels dont ils ont la charge.

J.KOMBILE MOUSSAVOU